

Février 2022. La scène se passe en direct, à la télévision, sur la chaîne info CNews.

Cela fait plus d'un an déjà que les vaccins anti-Covid ont été massivement injectés aux populations, avec la bénédiction des grands médias.

Mais ce matin-là, le professeur de médecine Michaël Peyromaure « se lâche » et stupéfie ses interlocuteurs :

« Un peu plus de 130 000 effets indésirables ont été recensés, dont 24 % ont été considérés comme graves, soit 1 sur 4 000, sans parler des effets secondaires à moyen ou à long terme.

C'est pour ça que le rapport bénéfice-risque paraît défavorable chez les jeunes, chez les enfants, chez les personnes qui ont 30, 40, 50 ans qui n'ont pas de comorbidité.

Ce vaccin contre le Covid ne protège pas véritablement de la maladie, ou en tout cas très peu de temps. Il protège uniquement des formes graves, mais pas à 100 %. Et il ne protège pas, ou très peu, de la transmission. »

Conclusion du Pr Peyromaure : « C'est quand même un drôle de vaccin ! »

Un peu sidérée, la présentatrice de l'émission Sonia Mabrouk s'interroge : « pourquoi ce n'est pas davantage médiatisé et au centre du débat ? »

Et en effet, c'est bien la question essentielle.

Écoutez bien comment la journaliste Élisabeth Levy, présente sur le plateau, a réagi à la démonstration du Pr Peyromaure :

« Cela pose quand même une question politique. On nous a tellement dit que ce vaccin allait être merveilleux, qu'on regardait tous ces gens qui ne voulaient pas se vacciner comme des sortes d'hurluberlus, on se demandait vraiment s'ils n'étaient pas un peu complotistes, moyenâgeux, etc. Je ne comprenais pas pourquoi des gens ne voulaient pas se vacciner ».

Si Élisabeth Levy, pourtant rédactrice en chef d'un journal « non consensuel », a pu penser qu'il fallait être un « hurluberlu complotiste » pour ne pas se faire vacciner contre le Covid, c'est la preuve que les grands médias étaient unanimes.

Même au début de l'année 2022, les discours *critiques* comme celui du Pr Peyromaure étaient encore rarissimes dans les médias (Sonia Mabrouk fait partie des très rares journalistes à apprécier les invités « non-conformistes »).

Alors que se passe-t-il ? Pourquoi les médias sont-ils aussi biaisés en faveur de la vaccination ? Comment cela se manifeste-t-il ? Et avec quelles conséquences pour le débat public ?

Comment les médias construisent la réalité, avec les « bons » et les « mauvais » experts

L'immense pouvoir des médias vient d'abord de *l'effet loupe*.

L'actualité est remplie de milliers d'informations potentiellement intéressantes ou utiles. Mais les médias n'en sélectionnent qu'une *infime proportion* : quelques dizaines d'informations clés, rabâchées sur toutes les antennes. Voilà ce qui façonne la « réalité » des gens.

Imaginez qu'à l'automne 2021, les journaux de « 20h » se soient ouverts sur la souffrance des soignants non vaccinés, suspendus sans salaire et plongés dans la misère sociale. Imaginez que les journalistes aient fait preuve de pédagogie, en expliquant que ces soignants étaient prêts à faire un test PCR tous les jours pour travailler, ce qui les aurait rendus *moins susceptibles* de contaminer leurs patients que leurs collègues vaccinés qui risquaient de transmettre le virus à leur insu.

Si les médias avaient fait leur travail, le caractère absurde, discriminatoire et violent de cette mesure aurait créé une grande émotion dans les foyers français, et cela aurait certainement conduit le gouvernement à reculer et à réintégrer les soignants – surtout en pleine épidémie, alors que de nombreux lits d'hôpitaux étaient fermés faute de soignants.

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Même lorsque plusieurs soignants ont entamé une grève de la faim de plus de 40 jours à Périgueux, il n'y a eu aucune dépêche AFP, ni même un reportage de France 3 Régions.

De façon générale, sur les vaccins anti-Covid, il n'y a eu globalement qu'un seul refrain, psalmodié dans les grands médias dès le début de l'année 2021 : ils étaient « salvateurs », sans risque, et allaient nous débarrasser de l'épidémie.

Vous me direz peut-être que les médias se sont contentés de refléter le « consensus des experts » de l'époque, mais ce *n'est pas vrai* !

Un immense expert comme le Pr Raoult a prévenu dès le départ que ce vaccin ne serait pas une « baguette magique » contre l'épidémie. Le Pr Perronne, autre grand connaisseur des vaccins, jugeait dès l'été 2020 que ces vaccins contre le nouveau coronavirus étaient une « *foutaise purement financière* » sachant que l'on peut traiter les malades dès le début des symptômes.

Mais la parole de *ces experts-là* a été marginalisée médiatiquement, ou tout bonnement étouffée.

Le Pr Perronne a ainsi été *banni* de la plupart des antennes radio et télévision, comme l'a reconnu le journaliste Pascal Praud, en avril 2021 :

« Je vous ai invité, Pr Perronne, je vais vous dire pourquoi : vous ne serez invité nulle part, en fait. Le service public ne vous invitera pas. Vous êtes considéré comme complotiste, comme politiquement incorrect, comme mal pensant, etc. »

Voilà comment on « fabrique » un pseudo consensus : en n'invitant à la télé et à la radio que les médecins qui sont dans la « ligne du parti ».

Autre exemple frappant : en janvier 2021, tout au début de la campagne vaccinale, 700 médecins et professionnels de santé suisses, menés par le Dr Philippe Saegesser, ont demandé *un moratoire sur les vaccins ARN*, avec des arguments parfaitement raisonnables :

« Comment peut-on affirmer que le rapport bénéfice/risque est favorable alors que c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que des vaccins à ARN messenger (ARNm) sont utilisés ?

Si ces vaccins sont si sûrs, pourquoi les laboratoires qui les fabriquent ont-ils demandé et obtenu qu'ils soient déchargés de toute responsabilité en cas de problème ?

N'oubliez pas qu'un vaccin est un traitement préventif contre une infection. La population qui y recourt n'est pas malade. Dès lors, nous pensons qu'eu égard aux questions que ces produits

laissent encore ouvertes, il n'est pas licite ni éthique, de faire prendre des risques alors qu'il existe un potentiel de progrès important pour un traitement donné précocement ».

Avez-vous entendu parler de cette demande de moratoire ? Très probablement non, ou alors en termes péjoratifs.

Car le journal suisse *Le Temps* a immédiatement allumé un contre-feu contre la tribune de ces 700 professionnels de santé, avec ce titre accusateur : « *En Suisse, les soignants anti-vaccins montent au créneau* », et un intertitre qui parle de « *tentative de désinformation* ».

Ainsi, les grands médias ne se contentent pas d'étouffer les voix critiques vis-à-vis des vaccins ; ils s'efforcent également de les diaboliser !

Quelques mois plus tard, en juin 2021, la diabolisation du Dr Philippe Saegesser est d'ailleurs montée d'un cran dans la presse suisse, avec notamment ce titre cinglant : « *Les délires antivax d'un ponte de la médecine vaudoise* ». Vous le voyez : une critique raisonnable des vaccins est immédiatement assimilée à un « délire antivax » !

Donc, les médias ne se contentent pas de taire les opinions « minoritaires » : ils concourent activement à les censurer en les diabolisant !

BFM TV : « Christian Perronne, Didier Raoult ou encore Xavier Bazin : tant d'auteurs, dont les noms font polémiques »

J'en ai moi-même fait les frais, en tant que journaliste indépendant.

En janvier 2021, j'écrivais à mes lecteurs une lettre détaillant les « *6 bonnes raisons de se méfier des vaccins ARN* ».

C'était cette fameuse époque où la presse unanime criait au miracle et à la « baguette magique » contre l'épidémie (souvenez-vous des paroles d'Élisabeth Levy !). Mais de mon côté, après avoir évalué calmement la situation, j'en étais arrivé à la conclusion inverse :

« Il est certain que le vaccin n'est pas la solution miracle pour mettre fin à l'épidémie et retrouver une vie normale ».

La suite m'a donné raison, avec son cortège d'obligations « anormales » (masques), de restrictions des libertés fondamentales (pass sanitaires et vaccinaux, etc.), et bien sûr de contaminations et de décès Covid.

C'était parfaitement prévisible : « *Le problème est que dans quelques mois, il n'est pas du tout acquis que ce vaccin sera encore intéressant* », écrivais-je. Pour une raison simple : les coronavirus mutent beaucoup... et tendent ainsi naturellement à échapper à l'immunité vaccinale recherchée.

Il n'était pas difficile de l'anticiper : à l'époque, le généticien Axel Kahn, pourtant un grand défenseur des vaccins anti-Covid, l'avait même avoué publiquement : « *Il est assez probable que lorsque les personnes seront vaccinées, cela créera une pression de sélection et que des virus qui résistent aux anticorps produits seront favorisés* » - rendant ainsi le vaccin initial inefficace.

Mais savez-vous comment j'ai été récompensé, pour avoir été *plus lucide* que ceux qui nous promettaient des miracles avec ces vaccins ?

Par l'ostracisme médiatique ! Au printemps, non seulement je n'ai été invité à peu près nulle part pour parler de mon livre (*Big Pharma démasqué*), mais la chaîne BFM TV est allée jusqu'à s'insurger que cet ouvrage puisse être mis en avant dans un magasin Fnac (un seul parmi des centaines !) :

« *Christian Perronne, Didier Raoult ou encore Xavier Bazin : tant d'auteurs, dont les noms font polémiques, ont trouvé une place de choix, mis en avant sur un présentoir dans un magasin Fnac* ».

Voilà la seule et unique mention de mon livre dans les grands médias français (si l'on excepte France Soir et Sud Radio) ! Alors qu'ils ont donné la parole, sur le Covid, à des dizaines de gens qui n'y connaissent rien et qui se sont trompés sur tout !

Et hors de France, c'est pareil : la seule mention de *Big Pharma Démasqué* dans un média étranger, la chaîne de radio publique « *Ici Radio-Canada* », était dans un article qui s'indignait que l'on puisse trouver mon livre dans des bibliothèques publiques canadiennes (« *Des discours antivax bannis de YouTube, mais disponibles à la bibliothèque* »).

Bref, les médias ne se contentent pas de *refléter* le consensus d'experts, ils contribuent activement à le *façonner* : en choisissant qui a le droit de s'exprimer, et qui au contraire doit être *disqualifié* comme « antivax ».

Et cela a des conséquences majeures sur l'opinion publique et les politiques vaccinales.

Comment les médias font l'opinion : l'exemple des 11 vaccins obligatoires

Ce n'est pas pour rien qu'on appelle les médias le « quatrième pouvoir ».

Ils sont même souvent le « *premier pouvoir* », dans nos démocraties modernes, car ils façonnent l'opinion publique – et donc, *in fine*, les élections et ce qui est voté.

Prenez le passage de 3 à 11 vaccins obligatoires pour les nourrissons en France en 2017 : le texte est passé comme une lettre à la poste, grâce à la bienveillance des médias.

Car les médias ont tout fait pour *atténuer* ou *étouffer* les sujets qui fâchent, et en particulier les risques sanitaires liés à la présence d'aluminium dans 8 de ces 11 vaccins.

Prenez cet article très représentatif de *France Info* intitulé « *Onze vaccins obligatoires au 1er janvier 2018 : 'L'aluminium dans les vaccins représente une goutte d'eau'* ».

Cet argument de la « *goutte d'eau* » de l'aluminium vaccinal a été véhiculé à l'époque dans tous les médias. Ici, l'article donne la parole à une scientifique, membre de l'Académie de pharmacie, qui affirme sans rougir : « *Avec tous les vaccins obligatoires, un bébé reçoit entre 4 et 5 milligrammes au total d'aluminium. Ce n'est rien* ».

Mais c'est de la désinformation pure et simple ! Car personne ne peut affirmer sérieusement que ce métal, même à faible dose, ne peut pas avoir de toxicité, sachant qu'aucun organisme vivant ne contient la moindre trace d'aluminium à l'état naturel.

Au contraire, une étude publiée par des chercheurs français, et présentée quelques mois plus tôt devant l'Agence du médicament, avait démontré que de faibles doses d'aluminium étaient *plus toxiques* pour le cerveau des souris que des doses plus élevées !

Toujours à propos de l'aluminium vaccinal, voici un autre exemple de *désinformation* véhiculée fréquemment par les médias à l'époque – ici dans la bouche d'un médecin généraliste :

« *Mais les quantités d'aluminium apportées par les vaccins sont faibles (jamais plus de 0,85 mg) par rapport aux apports quotidiens d'aluminium dans l'organisme. Nous en mettons 3 à 5 mg dans notre corps chaque jour en mangeant et en buvant* ».

Cet argument est simplement *ridicule*, car on ne peut pas comparer l'aluminium *ingéré* et l'aluminium *injecté*, quand on sait que 99 % de l'aluminium alimentaire est éliminé dans les selles et les urines !

Tout média ou journaliste *sérieux* et *objectif* devrait donc se garder de relayer une propagande « rassuriste » aussi grossière – sa mission devrait au contraire consister à « fact-checker » cette comparaison avec l'aluminium alimentaire pour en démontrer l'inanité !

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé : les médias laissent courir, sans contradiction, la propagande pro vaccinale, et s'acharnent à contredire ceux qui émettent des critiques nuancées.

Et c'est ainsi que l'opinion publique est faussée.

De plus, à l'époque du passage aux 11 vaccins obligatoires, il y avait *déjà* une stratégie de diabolisation des « antivax ».

C'est ainsi que le *Parisien* a publié en juillet 2017 un grand article sur « *Les figures de proue du mouvement anti-vaccins en France* », avec cet intertitre qui pointe un supposé « sectarisme » : « *leur gourou, le professeur Henri Joyeux* ».

Autre exemple frappant : à l'automne 2017, deux grands scientifiques, le Pr Joyeux et le Pr Montagnier (Prix Nobel de Médecine) organisent une conférence de presse sur le thème : « *Oui aux vaccins, non aux 11 vaccinations du nourrisson dès la 6e semaine* ».

Mais aucune radio ou télévision n'a retransmis cet événement, ce qui a empêché le grand public de se faire un avis sur la qualité des arguments de ce ceux qui s'opposaient aux vaccins obligatoires.

Pire : dans la presse écrite, on a assisté à un déchaînement d'articles *assassins* sur cette conférence de presse, notamment parce que le Pr Montagnier avait osé évoquer le sujet tabou (mais hélas terriblement plausible) du lien entre vaccins infantiles et mort subite du nourrisson :

« Du mauvais théâtre contre les vaccins » *Libération*, 7 novembre

« L'hallucinante soirée anti-vaccin », *France Inter*, 8 novembre

« Le lent naufrage scientifique du Professeur Luc Montagnier », *Le Figaro*, 17 novembre

« De l'outrance à la modération, la nébuleuse des anti-vaccins », *L'Express*, 30 novembre

Voilà comment les médias ont traité un sujet démocratique aussi fondamental que l'obligation vaccinale, qui touche à la fois à la santé de nos enfants et à nos libertés publiques !

Et depuis 2018, ce sujet a totalement disparu des radars médiatiques, comme si l'aluminium vaccinal n'était plus controversé et que l'obligation de ces 11 vaccins ne se discutait plus.

Voilà comment *on façonne l'opinion publique*.

Big Pharma le sait – et va jusqu'à utiliser les médias complaisants pour faire pression sur les autorités sanitaires.

Les campagnes médiatiques influencent aussi nos autorités de santé !

Vous vous souvenez peut-être comment un laboratoire a créé une campagne médiatique en faveur de son nouveau médicament, un soi-disant « viagra féminin » – qui était en réalité un médiocre antidépresseur repositionné – en accusant les critiques de vouloir « réprimer le désir féminin » et combattre l'égalité entre hommes et femmes.

Cette pression médiatique a bien fonctionné puisque la FDA, probablement pour ne pas être accusée d'être « machiste », a autorisé ce très mauvais médicament en 2015, sans motif scientifique sérieux.

Pour les vaccins Covid, un stratagème de même nature – mais de beaucoup plus grande ampleur – a été déployé.

Ce n'est pas un hasard si, à l'automne 2020, l'efficacité à 90-95 % des vaccins anti-Covid a été annoncée *par communiqué de presse* des labos pharmaceutiques, plutôt que par des publications scientifiques.

L'objectif était de former une immense vague médiatique autour de vaccins supposés « miraculeux », afin de forcer les régulateurs à les autoriser aussi rapidement que possible.

Ce n'est pas une théorie du complot.

Grâce à un pirate informatique, le journal *Le Monde* a dévoilé les incroyables pressions subies par l'Agence du médicament pour approuver rapidement ces vaccins.

Ainsi, *Le Monde* a découvert que l'Agence européenne formulait « trois objections majeures » vis-à-vis du vaccin de Pfizer :

« Certains sites de fabrication n'avaient pas encore été inspectés ; il manquait encore des données sur les lots de vaccins commerciaux ; mais, surtout, les données disponibles révélaient des différences qualitatives entre les lots commerciaux et ceux qui avaient servi durant les essais cliniques. C'est sur ce dernier point que les évaluateurs semblent alors le plus préoccupés. »

L'Agence européenne était « préoccupée », car le vaccin Pfizer testé n'était pas exactement le même vaccin que celui qui a été mis sur le marché, avec des risques d'inefficacité et de dangerosité, notamment à cause de quantités d'ARN messenger qui variaient selon les lots.

Mais finalement, l'Agence européenne s'est couchée et a rapidement autorisé ces vaccins. Pourquoi ? Car la pression politique et médiatique était trop grande !

Un échange d'emails entre scientifiques de l'Agence, révélé après coup, montre parfaitement à quel point il aurait été difficile, vis-à-vis de l'opinion publique, de ne pas approuver ces vaccins :

« Quoi que nous fassions, accélérer le processus pour s'aligner [sur les autres agences] ou prendre le temps nécessaire pour avoir une garantie robuste [...], l'Agence du médicament

européenne devra faire face aux questions et aux critiques de diverses parties (Commission européenne, États membres, Parlement européen, médias, grand public) ».

Ici encore, plutôt que de favoriser le débat critique et nuancé sur la vaccination, les médias se sont contentés de relayer la propagande vaccinale des laboratoires.

Mais pourquoi ? Pourquoi les médias ne favorisent-ils pas la confrontation d'idées et d'arguments d'experts ayant des positions différentes ?

Pourquoi jouent-ils au contraire un rôle de « chien de garde pro-vax », en censurant toute critique et ne relayant que les arguments favorables ?

Xavier Bazin, journaliste.